

N°DBCA-2023-037

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
3



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RECOURS INDEMNITAIRE PREALABLE

Le 15 juin 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 30 mai 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2ème Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3ème Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5ème membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1er Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i>	

*

* *

Vu :

- *le jugement du tribunal administratif de Rouen en date du 28 mars 2023,*
- *le recours indemnitaire préalable reçu le 29 mai 2023 de l'agent,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Monsieur X, sergent de sapeurs-pompiers professionnels a fait l'objet le 28 juin 2021 d'un arrêté portant application d'une sanction disciplinaire du 1^{er} groupe, à savoir une exclusion temporaire d'une garde pour avoir fait usage de familiarité à l'endroit de son autorité d'emploi et s'être présenté, à deux reprises devant la commission d'enquête sans pièce d'identité malgré l'indication sur ses convocations.

Le 20 août 2021, Monsieur X a saisi le tribunal administratif aux fins d'annulation de l'arrêté de sanction et de réparation du préjudice moral qu'il aurait subi du fait de l'illégalité fautive de la sanction disciplinaire, soit 11 200 euros.

Par jugement en date du 28 mars 2023, le tribunal administratif n'a fait droit que partiellement aux demandes de l'agent en estimant que l'ensemble des faits reprochés n'était pas matérialisé (familiarité à l'endroit de son autorité d'emploi). Néanmoins, les juges ont considéré que la désobéissance de l'agent à deux reprises était constituée et devait être regardée comme un manquement à son devoir d'obéissance hiérarchique. De plus, les magistrats ont rejeté la demande indemnitaire de l'agent au titre de son soit-disant préjudice moral.

Prenant acte du jugement, un nouvel arrêté a été pris, retirant l'exclusion temporaire et infligeant un blâme pour les actes de désobéissance.

Le retrait de l'arrêté d'exclusion temporaire a pour conséquence de supprimer la mention de cette sanction dans le dossier individuel de l'agent, de reconstituer la carrière de l'agent et de rétablir les droits sociaux et à pension de l'agent.

En revanche, le retrait de l'arrêté n'engendre pas le paiement du traitement non perçu pendant la période d'exclusion, en l'absence de service fait (CE, ass., 7 avr.1933 – Deberles). Cependant, l'agent peut demander la réparation du préjudice subi en raison de l'illégalité de la sanction prononcée.

Par courriel en date du 29 mai 2023, l'agent a demandé la somme de 392.75€ correspondant à la retenue sur traitement réalisée lors de son exclusion d'une garde.

Dès lors, il vous est proposé de bien vouloir accorder une indemnité de 392.75€ à l'agent au titre de réparation du préjudice subi du fait de la disproportion de la sanction arrêtée le 28 juin 2021.

*

* *

Le Président indique qu'il ne prend pas part au vote pour cette délibération.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230615-DBCA-2023-037-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/06/2023

Affichage : 19/06/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

André GAUTIER